

# Lutte de classe

## Que leur crise les emporte et le vieux monde avec !

**Dimanche 12.** Annonce en fanfare et trompette par les dirigeants des 15 pays de la zone euro d'un plan estimé par Barroso à 2 000 milliards de dollars.

**Lundi 13.** Les bourses remontent en flèche, Wall Street rivalise avec son record de 1933.

**Mardi 14.** La fièvre de la veille commence à retomber, car la perspective d'une récession aux Etats-Unis et en Europe se confirme, les bourses repassent dans le rouge ou terminent avec des gains dérisoires par rapport aux pertes records de la semaine précédente.

**Mercredi 15.** Les bourses replongent. Londres a perdu 7,16% en clôture, Francfort 6,49% et Paris 6,82%. Le Dow Jones a perdu 7,87%, sa plus forte baisse depuis le krach de 1987, et le Nasdaq 8,47% à New York. La Bourse de Buenos Aires a chuté de 12,14% et la Bourse de Sao Paulo, première place d'Amérique du Sud, de 11,4%. Tokyo avait clôturé sur un gain de 1,06%, mais Hong Kong avait terminé en recul de 4,96% et Shanghai de 1,12%.

*« On a un déplacement de la crise financière vers l'économie réelle. Il y a un mouvement de balancier, quand on semble avoir réglé un problème bancaire, le marché se reporte sur l'impact sur les entreprises et les ménages »,* relève, désabusé, un vendeur d'actions à Paris.

*« La stabilisation des marchés financiers est une première étape critique, mais, même s'ils se stabilisent comme nous l'espérons, une reprise économique n'aura pas lieu immédiatement »,* a averti le président de la Réserve fédérale américaine Ben Bernanke dans une intervention devant l'Economic Club de New York.

**Jeudi 16.** Le Nikkei à Tokyo chute de 10,33% 45 minutes après l'ouverture de la bourse...

Leur hantise n'a pas changé de nature, ils craignent par dessus tout que la panique s'empare des actionnaires et de la population et qu'ils veuillent récupérer leur argent sur le champ.

De leurs côtés, les monarchies du Golfe, qui disposent d'importantes liquidités, rechignent à casquer davantage - elles savent que leurs réserves de pétrole ne sont pas inépuisables, au grand dam de leur protecteur G. Bush.

Le capitalisme est rattrapé par ses fondamentaux comme ils disent, les lois incontournables du fonctionnement du système économique qui l'entraîne inéluctablement à la faillite (et à l'affrontement direct avec le prolétariat).

La baisse du prix du pétrole peut s'expliquer de différentes manières. Baisse prévisible de la consommation due à la récession, changement de cap d'immense masse de dollars et d'euros et détournement de cette somme du pétrole au profit d'autres actifs plus rémunérateurs, car les spéculateurs ne se sont pas arrêtés de jouer dès que la crise a éclaté, ils ont déplacé des sommes énormes d'argent, ce qui explique en partie la hausse de l'or notamment.

L'once d'or a atteint des sommets à 900 dollars, c'est leur valeur refuge. Les banques centrales ne disposent que d'une faible quantité d'or, donc elles sont incapables de garantir les prêts qu'elles consentent. Le capitalisme est un système mafieux qui ne survit que grâce au crédit.

### **Les premiers signes de la récession.**

Les ventes de voitures neuves ont plongé en Europe de 8,2% sur un an en septembre, atteignant leur niveau le plus bas depuis 10 ans.

Le Royaume-Uni se rapproche à grande vitesse de la barre des deux millions de chômeurs et son taux de chômage a atteint 5,7%, un sommet depuis mars 2000.

En Asie, le Japon a vu son excédent courant chuter de moitié en août, et sa production industrielle a baissé de 6,9%.

### **Taux d'intérêt.**

Une semaine après la baisse concertée des taux de plusieurs grandes banques centrales, dont la Fed américaine et la BCE, la banque centrale norvégienne a abaissé à son tour son taux directeur d'un demi-point à 5,25%.

La Banque centrale d'Islande, pays ravagé par la crise financière, a même baissé son taux directeur de 3,5 points (à 12%), tout en estimant que ce remède choc ne suffirait pas à empêcher une récession (ou pire).

### **Les premières conséquences de la banqueroute pour la population.**

Après que les comptes de 30 800 clients allemands de Kaupthing, la plus grande banque d'Islande ont été gelés, les Pays-Bas ont été obligés d'intervenir pour garantir l'épargne des 120 000 clients de la banque en ligne islandaise Icesave.

Si la panique des marchés gagnait l'économie réelle, si chaque acteur économique dont les particuliers tentait de rendre liquide son avoir ou de récupérer l'argent qu'il a laissé en dépôt chez son banquier sous différentes formes, un effondrement général de l'économie mondiale ne serait plus à exclure.

Dans l'incapacité de recourir au même expédient qu'en 1914 et 1939 pour détruire des masses gigantesques de capital et de forces productives, la guerre, ils devront se contenter d'une destruction de quelques milliers de milliards de dollars dont une partie négligeable est le produit du capital accumulé au cours des dernières années et tombé dans l'escarcelle des capitalistes, l'autre, la plus importante, provenant de l'épargne ou des fonds de retraites des autres classes. Dans les deux cas, c'est bien à la majorité de la population qu'ils avaient l'intention de faire payer le prix de la survie du capitalisme.

Et ce n'est qu'un début, car au-delà des victimes déjà déclarées de cette crise, ce sont les masses populaires qui paieront le plus lourd tribut du sauvetage de leur système failli dans les mois et les années à venir, par l'augmentation de la productivité par le biais de l'augmentation de la durée du travail et la remise en cause du droit à la retraite, l'aggravation des conditions de travail, la généralisation de la précarité, le développement du chômage, la liquidation de pans entiers de la législation du travail encore favorable à la classe ouvrière, de la protection sociale, la paupérisation croissante d'une masse de plus importante de travailleurs, le tout grâce à la complicité des appareils traîtres des syndicats et des principaux partis ouvriers.

Les mesures qu'ils ont adoptées ne règlent en rien la question des milliers de milliards de dollars de capitaux accumulés par l'aristocratie financière et dont elle ne sait que faire. Loin d'avoir renoncé à son pouvoir, elle se trouve au contraire légitimée et renforcée par tous les gouvernements de la planète qui viennent de voler à son secours en mettant à sa disposition la planche à billets, au lieu de saisir le colossal magot qu'elle avait amassé sur le dos de tous les peuples par le biais de l'aggravation des conditions d'exploitation et d'une spéculation effrénée.

En acceptant de partager davantage encore que par le passé avec l'impérialisme américain la crise du système capitalisme arrivé au stade de l'impérialisme pourrissant, tous les gouvernements européens ont accepté de prendre en charge ou d'intégrer dans leur développement futur les contradictions exacerbées du régime capitaliste telles qu'elles viennent d'éclater brutalement aux Etats-Unis.

Cela va avoir des conséquences contradictoires, d'une part, une intégration accrue des économies nationales dans l'économie mondiale dominée par les Etats-Unis, une nouvelle concentration de capitaux entre quelques mains, les fusions-acquisitions ont déjà commencées, d'autre part, face à ce déficit, chaque pays va être tenté de faire valoir la place qu'il occupe sur le marché mondial pour revendiquer une part plus importante du gâteau par rapport à ses voisins, du coup des tensions vont naître ou s'exacerber entre Etats, mais dans ce marché de dupe, ceux qui ont le plus à perdre ne sont pas forcément ceux à qui l'on pense, par exemple, les pays européens ne disposent pratiquement d'aucune matière première, compte

tenu que les pays qui en possèdent sont pour la plupart en voie de développement, ces derniers seront tentés de profiter de cette situation de monopole pour faire prévaloir leurs droits.

Je me demande si l'infusion dans l'économie américaine de plus de 1.000 milliards de dollars et de 2.000 milliards d'euros dans l'économie européenne aura des répercussions au niveau de la valeur de la monnaie de certains pays comme la Chine et l'Inde. En Inde, la roupie semblait stable ces derniers jours.

Par ailleurs, cette crise ne change absolument rien à l'existence de certains facteurs qui vont remplir un rôle encore plus déterminant dans un avenir proche et qui ont déjà contribué à l'émergence de cette crise, on peut citer le développement démographique, le développement de pays comme l'Inde et la Chine concomitant avec l'augmentation des besoins en matières premières qui tirera les prix à la hausse, l'augmentation des salaires et du niveau de vie allant de paire avec le développement du capitalisme qui se traduira par une augmentation de l'inflation, la hausse des prix en général conduira à une augmentation des prix des produits issus de l'agriculture entraînant une amélioration sensible du pouvoir d'achat de l'immense masse des agriculteurs (plus d'un milliard à l'échelle mondiale) qui vivent aujourd'hui dans la pauvreté, une fois cette crise passée, l'augmentation constante de la consommation mondiale va s'avérer de plus en plus confrontée à la raréfaction de certaines matières premières, ce qui en fera flamber les prix, problème que les nouvelles méthodes d'extraction ne pourra pas régler car elles sont trop coûteuses (pétrole), y compris en terme environnemental, et sur ce plan-là justement, les dérèglements climatiques, la destruction du fragile équilibre qui existait jusqu'à présent entre l'homme et la nature vont poser au capitalisme des défis qu'il s'avèrera incapable de relever, que l'on pense à la montée du niveau des océans et aux centaines de millions de personnes qu'il faudra déplacer, reloger, etc.

Quel que soit le moyen qu'ils emploieront pour sortir de cette crise, les lois fondamentales du capitalisme vont continuer de s'appliquer : pour compenser la baisse du taux de profit, ils vont devoir produire toujours plus à un moindre coût, le résultat sera la surproduction et la baisse du pouvoir d'achat de la population, or s'il baisse, il sera plus difficile d'écouler leurs marchandises, il ne leur restera plus que le crédit pour éviter que la machine s'enraie immédiatement d'un côté, et le détournement vers la spéculation d'immenses masses de capitaux impossibles à investir dans la production puisque le système est déjà saturé et que le marché mondial n'est pas extensible sur commande.

Si la récession s'accompagnait de la baisse des prix, les profits des capitalistes fondraient au soleil. Cela pourrait favoriser la consommation, mais en période de crise, en général la réaction de la population est de garder son argent en réserve par crainte du pire ou en attendant des jours meilleurs, donc ils ne doivent pas en attendre leur salut.

Si la récession se transformait en dépression, on assisterait au mouvement inverse, les monnaies s'écrouleraient et les prix flamberaient, les bourses seraient conduites à la banqueroute et fermeraient, des millions de travailleurs seraient jetés à la rue du jour au lendemain...

Ce qui est intéressant dans ce scénario, c'est qu'il se produirait dans un contexte totalement différent de celui de 1929. En l'absence de la perspective d'une nouvelle guerre mondiale, ce n'est pas forcément sur une guerre que cette gigantesque crise du capitalisme pourrait déboucher mais bien immédiatement sur des révolutions. Cela peut paraître à peine pensable aujourd'hui, mais qu'on s'imagine un instant la situation : des millions de chômeurs supplémentaires en France du jour au lendemain, le prix de la baguette de pain à 1.000 euros ou dix fois plus, l'impossibilité de payer quoi que soit même avec un salaire, c'est plus de 90% de la population qui serait amené à affronter directement l'appareil policier de l'Etat (qui se fissurera avant de craquer complètement) pour chasser le régime politique en place et changer les fondements économiques de la société, instaurer le socialisme puisqu'il n'existe aucune autre alternative possible...

### **En attendant, comment s'en sont-ils sortis temporairement ?**

Les banques centrales européennes ont annoncé lundi qu'elles prêteraient autant de liquidités en dollars américains que nécessaire aux banques de dépôt afin de calmer les tensions sur le marché monétaire. Autrement dit, la planche à billets fonctionnera autant qu'il le faudra pour éviter le pire, quitte à augmenter les déficits colossaux des Etats et à hypothéquer les profits sur la production à venir auxquels les capitalistes n'ont évidemment pas renoncé.

Garanties aux crédits interbancaires jusqu'au 31 décembre 2009, recapitalisation des banques menacées de faillite : déclinable dans chaque pays en fonction des besoins, le plan européen vise à réamorcer la pompe du crédit, qui est pratiquement tombée à l'arrêt, menaçant de paralyser l'économie.

Les gouvernements en Europe ont promis près de 2.00 milliards d'euros pour dégripper la machine bancaire et tenter de fait oublier la panique de la semaine dernière.

Berlin a annoncé 480 milliards d'euros, Paris 360 milliards, Madrid et Vienne 100 milliards chacun, Lisbonne 20 milliards, La Haye 200 milliards.

L'Italie a annoncé qu'elle dépenserait autant qu'il le faudrait pour ses banques.

La Grande-Bretagne a annoncé un plan de sauvetage de 37 milliards de livres (46,6 milliards d'euros) destinés à trois grandes banques - Royal Bank of Scotland, de HBOS et Lloyds TSB- une mesure qui devrait conduire l'Etat britannique à devenir le premier actionnaire d'au moins deux d'entre elles.

Sarkozy a fait adopter par le Parlement un plan de soutien de 360 milliards d'euros au système bancaire français, qui comprend une garantie de l'Etat au refinancement des banques plafonnée à 320 milliards d'euros et 40 milliards d'euros à la recapitalisation des banques en difficulté.

Merkel a dévoilé un plan de sauvetage comprenant 400 milliards d'euros de garanties bancaires et 100 milliards d'euros de fonds publics pour recapitaliser les banques.

En dix jours, les autorités monétaires indiennes ont dû injecter 30 milliards de dollars dans leur système financier pour éviter une crise des liquidités dans la dixième puissance économique mondiale.

Le dos au mur, les gouvernements n'ont pas hésité à briser des tabous comme la nationalisation des banques et n'ont pas lésiné sur les moyens, quitte à laisser filer les déficits publics et mettre entre parenthèses les critères de Maastricht.

### **Un grossier mensonge. Les banques commandent, les gouvernements obéissent.**

Soucieux de rassurer les contribuables, les gouvernements ont toutefois affiché leur intention de récupérer un jour leur mise auprès des banques.

« *Il ne s'agit pas de faire des cadeaux aux banquiers* », a souligné le président de l'Eurogroupe et Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker avant d'ajouter que « *les banques qu'on assistera devront payer* », se rembourser sur le dos de leurs clients quoi !

En vertu des règles comptables de l'UE, le coût sera ajouté à la dette nationale et non pas aux déficits budgétaires, les tripatouillages continuent quoi !

Mercredi 15, au Sénat, la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, a qualifié la crise financière internationale de « *crise des excès* », « *excès de spéculation* », « *de crédits aux Etats-Unis* ». La crise est bien le produit de tous les excès, celui des forces productives, de l'appareil productif en situation permanente de surproduction, de capitaux.

### **Aux Etats-Unis.**

Environ 250 milliards de dollars des 850 mds de \$ du plan Paulson, adopté le 3 octobre par les Etats-Unis, permettra d'aider à la recapitalisation des banques et à la garantie des prêts interbancaires, pour faciliter l'obtention de liquidités, renforcer le système financier et dégeler le marché du crédit affectés à la protection du système bancaire. Initialement, le plan de sauvetage américain visait essentiellement à racheter les actifs toxiques des banques, liés à la crise des subprimes (crédits hypothécaires à haut risque).

Les prêts interbancaires se verraient ainsi assurés par un fonds fédéral, le Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), pour une période de trois ans.

### **Le chantage de l'aristocratie financière.**

Soit vous nous apportez les garanties nécessaires que nous continuerons d'engranger des profits à deux chiffres, soit on retire nos billes et c'est tout le système qui s'écroule. Et si cela entraîne des problèmes sociaux incontrôlables, démerdez-vous pour les gérer au mieux, par la contrainte ou par la force si nécessaire, sinon, à quoi servez-vous messieurs les politiciens, n'oubliez pas que nous devez votre place. Chiche faites tout sauter, la banque avec !

Lundi, l'indice S&P des valeurs financières a effectué un bond de 10,23%.

La banque d'affaires Morgan Stanley s'est envolée de 86,98% à 18,10 dollars, General Motors a pris 33,13%, Ford 20,1%, etc. Le casino n'est pas encore fermé profitez-en pendant qu'il en est encore tant !

L'indice Dow Jones a enregistré une hausse de 11,08%, la plus forte hausse en points depuis mars 1933. Le Nasdaq avec plus 11,81% a connu sa meilleure performance en points sur une journée depuis janvier 2001.

### **Une nouvelle concentration du capital.**

Des discussions ont eu lieu sur une éventuelle fusion de GM avec Chrysler ou Ford ; la banque Santander a racheté Sovereign (une caisse d'épargne basée à Philadelphie en Pennsylvanie), pour 1,9 milliard de dollars. Fin septembre, elle avait acquis une partie des actifs du britannique Bradford & Bingley et depuis vendredi, elle est propriétaire de la banque britannique Alliance & Leicester.

### **Plan d'attaque contre les travailleurs pour payer la note.**

Le gouvernement a annoncé qu'il y avait urgence (dès novembre) à faire adopter un projet de loi remettant gravement en cause l'interdiction du travail le dimanche.

Le ministre du Travail Xavier Bertrand a souhaité lundi à Marseille « *Il faut qu'on puisse se caler au rythme de vie et aussi au rythme de consommation des Français* », autrement dit : la dictature du capital doit s'imposer !

(AFP et Reuters 13.10 et AFP et AP 14.10)